



**Lundi 29 novembre 1954,
à 15 h. 20**

New-York

SOMMAIRE

Point 64 de l'ordre du jour :
Projet d'articles relatifs au plateau continental (*suite*) 171

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
(Cuba).

POINT 64 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet d'articles relatifs au plateau continental
(A/2706 et Add.1 à 3, A/C.6/L.339) [*suite*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. ANDERSEN (Islande) déclare que la proposition contenue dans le projet de résolution commun (A/C.6/L.339) semble à première vue être de pure procédure et n'intéresser en rien le fond du problème. Un examen plus minutieux révèle cependant qu'il s'agit en réalité d'une question de principe. Il ne fait aucun doute que les auteurs de la proposition souhaitent qu'une décision positive soit prise par l'Assemblée générale à sa dixième session, et qu'ils n'envisagent pas une discussion de pure procédure.
2. La même question a été discutée à la huitième session, au cours de laquelle la proposition de l'Islande (A/C.6/L.314) a été adoptée par l'Assemblée générale pour devenir la résolution 798 (VIII). Par cette résolution, l'Assemblée a confirmé la ligne de conduite uniformément suivie depuis 1949, selon laquelle il convient d'examiner simultanément les divers problèmes que posent le régime de la haute mer et celui des eaux territoriales. Adopter le projet de résolution commun reviendrait à annuler la résolution 798 (VIII) et à approuver des propositions qui ont déjà été rejetées.
3. A la huitième session de l'Assemblée générale, la délégation de l'Islande a exposé en détail les raisons pour lesquelles elle s'opposait à tout examen séparé de chacune des questions connexes. Si la résolution 798 (VIII) a été adoptée, c'est en réalité parce que la plupart des délégations craignaient que l'adoption du projet d'articles relatifs au plateau continental (A/2456, par. 62) ne préjuge la solution des autres problèmes dont la Commission du droit international demeurerait saisie. Les auteurs du projet de résolution commun ont affirmé dans leur mémoire explicatif (A/2706, par. 6) que l'on devrait pouvoir surmonter cette difficulté en décidant expressément que la solution d'une difficulté donnée ne saurait ni préjuger ni compromettre la solution des autres. La méthode proposée ne rassure malheureusement pas la délégation islandaise.
4. On ne peut saisir la véritable portée du projet de résolution commun qu'après avoir examiné de près le projet d'articles relatifs au plateau continental et les

observations que la Commission du droit international a faites à ce sujet (A/2456, chap. III, sect. II).

5. L'article premier, qui définit l'expression "plateau continental", suppose qu'une partie au moins des eaux surjacentes du plateau continental se trouve en dehors de la mer territoriale. Cette affirmation est inadmissible au stade actuel, et il est évident que l'adoption de cet article préjugerait la solution du problème de la largeur de la mer territoriale. L'article 2 donne lieu à une critique analogue: si le texte de l'article reconnaît les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles, la Commission du droit international a cependant souligné dans ses observations (A/2456, par. 70) qu'il est bien entendu que les droits en question ne s'étendent pas à certaines espèces de poissons. Ces questions sont encore à l'étude et l'adoption du texte risquerait de préjuger la solution d'autres problèmes.

6. L'article 3 et les observations qui l'accompagnent (A/2456, par. 75) auraient des conséquences analogues. De l'aveu général, il ne fait aucun doute que, si la définition de l'article premier était adoptée sous sa forme actuelle, on serait en droit de considérer la zone située au-delà de la mer territoriale comme faisant partie de la haute mer. Le problème se présente cependant sous tant d'aspects divers que l'on ne peut déterminer le statut juridique des eaux surjacentes du plateau continental si l'on examine isolément le projet d'articles relatifs au plateau continental. L'article 6, si on l'interprète à la lumière des observations qui y ont trait (A/2456, par. 77), risquerait également de préjuger ou de compromettre la solution des problèmes connexes, car le texte suppose qu'il n'existerait pas de zones contiguës pour la protection des ressources naturelles de la mer épicontinentale.

7. Pour les raisons qu'il vient d'exposer, le représentant de l'Islande estime qu'il ne suffirait certainement pas d'adopter la proposition formulée par les auteurs du projet de résolution commun, et d'insérer dans le préambule du texte un alinéa stipulant que la solution d'une difficulté donnée ne saurait préjuger la solution des autres. Les articles et les observations qui les accompagnent démentiraient cette affirmation.

8. L'adoption du projet de résolution commun, outre qu'elle annulerait la résolution de l'Assemblée générale, obligerait à rédiger à nouveau tout le texte proposé par la Commission du droit international. Cette solution serait d'autant plus regrettable que l'attitude observée par l'Assemblée générale depuis cinq ans est inattaquable.

9. Dans leur mémoire explicatif, les auteurs du projet de résolution commun déclarent qu'il faudra peut-être plusieurs années pour mener à bien cette tâche et que les différends internationaux relatifs à la haute mer et aux eaux territoriales risquent, dans l'intervalle, de

se multiplier et de s'aggraver (A/2706, par. 3). Le mémoire conclut qu'il faut de toute évidence adopter des solutions, même partielles. En ce qui concerne la première affirmation, la Commission du droit international a déjà fait un travail appréciable, et elle pourra sans doute terminer à sa prochaine session le projet relatif aux eaux territoriales. L'étude du régime de la haute mer est également en bonne voie. En tout cas, il est probable que la Commission pourra terminer ses travaux dans deux ans. Quant à l'affirmation selon laquelle il faut des solutions, même si elles ne règlent qu'une partie des difficultés, on ne voit pas très bien en quoi l'adoption d'articles relatifs au plateau continental influencerait réellement sur les différends en cours. Ces différends concernent surtout la juridiction des Etats riverains sur les pêcheries, et le projet de résolution commun n'aiderait guère à les régler. En outre, il ne semble pas particulièrement urgent d'adopter des solutions intéressant uniquement le plateau continental en tant que tel.

10. La délégation de l'Islande, tout en s'opposant avec fermeté au projet de résolution commun, accueillera avec satisfaction toute initiative qui faciliterait le travail de la Commission du droit international. Les délégations ne s'intéressent pas toutes aux mêmes aspects du problème. Il est évident que les auteurs du projet de résolution se préoccupent des régions sous-marines du plateau continental. La délégation islandaise s'intéresse surtout à la juridiction des Etats riverains sur les ressources naturelles des eaux surjacentes. La principale différence réside cependant en ce que les auteurs du projet de résolution commun préconisent l'adoption d'une solution partielle, alors que les adversaires de ce texte insistent pour que la résolution 798 (VIII) soit respectée.

11. De l'avis de la délégation islandaise, il y a trois attitudes possibles : voter contre le projet de résolution, en espérant que son rejet consacrerait la validité de la résolution 798 (VIII) ; modifier le projet de résolution commun en réaffirmant la résolution 798 (VIII) et, peut-être, en demandant instamment à la Commission du droit international d'achever aussi rapidement que possible l'examen de l'ensemble de la question ; enfin, donner à ces propositions la forme d'un nouveau projet de résolution plutôt que celle d'un amendement. La délégation de l'Islande espère que la discussion générale montrera quelle est la solution la meilleure.

12. M. BENITES VINUEZA (Equateur) dit que, si sa délégation a accepté l'inscription de la question à l'ordre du jour de la présente session, elle n'a pas pour autant reconnu le bien-fondé des motifs avancés par les auteurs du mémoire explicatif (A/2706) pour justifier cette inscription.

13. Le projet de résolution commun, qui est une suite logique de ce mémoire, aura pour effet — même si tel n'est pas son but — de revenir sur la résolution 798 (VIII), par laquelle l'Assemblée générale a décidé de n'examiner aucun aspect du régime de la haute mer ou du régime des eaux territoriales tant que tous les problèmes qui s'y rattachent n'auront pas été étudiés par la Commission du droit international et que cette commission n'aura pas fait rapport à ce sujet. Comme il est dit dans cette même résolution, la question du plateau continental figure au nombre de ces problèmes. Si, comme le proposent les auteurs du projet de résolution commun, on étudie la question du plateau continental à la dixième session de l'Assemblée générale

ou avant que la Commission du droit international ait achevé tous ses travaux sur le sujet dont cette question fait partie, on renoncerait au principe de l'examen d'ensemble que pose la résolution 798 (VIII).

14. Il est permis de supposer que les délégations qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour n'ont pas voulu que l'Assemblée générale revienne — à moins de raisons suffisantes, qui tiendraient vraisemblablement à des faits nouveaux — sur une résolution déjà adoptée. Or, dans leur mémoire explicatif, ces délégations n'indiquent aucun élément nouveau. Elles déclarent que, depuis l'adoption de la résolution 798 (VIII), il est apparu plus clairement que la Commission du droit international aura peut-être besoin de plusieurs années encore pour achever sa tâche. Cette affirmation est d'autant plus surprenante que la Commission du droit international a considérablement avancé ses travaux au cours de l'année écoulée et qu'elle a soumis à l'Assemblée générale un texte sur le régime de la mer territoriale (A/2693, par. 72). Il ne lui reste à examiner qu'un petit nombre de questions secondaires. Les auteurs de la proposition sont donc partis d'une prémisse erronée.

15. Ces mêmes délégations déclarent aussi (A/2706, par. 4) que, s'il peut sembler plus logique de résoudre simultanément les problèmes relatifs au régime de la haute mer et au régime des eaux territoriales, il serait plus pratique de ne rechercher un accord que sur une seule question à la fois ; ils ajoutent (par. 5) qu'il ne semble pas y avoir de désaccord fondamental entre les nations sur les conclusions de la Commission du droit international relatives à l'exploration et à l'exploitation des ressources du plateau continental. M. Benites Vinueza fait observer en passant que, pour sa part, il n'oppose pas la logique à la pratique.

16. D'autre part, des soixante Etats Membres que compte l'Organisation des Nations Unies, dix-huit seulement ont présenté des observations sur le projet d'articles relatifs au plateau continental (A/2456, annexe II) : quatre d'entre eux ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord sur certains des articles et d'autres ont exprimé des doutes. Comme une faible minorité seulement d'Etats Membres — parmi lesquels figurent quelques-uns des auteurs du mémoire explicatif — se sont déclarés prêts à accepter le projet d'articles, on ne peut guère soutenir qu'il n'y a pas de désaccord fondamental sur la question.

17. En réalité, il y a désaccord sur plusieurs points, notamment sur l'expression "plateau continental" elle-même. C'est ainsi que le Gouvernement suédois préfère l'expression "régions sous-marines" (A/2456, annexe II, sect. 15). De son côté, le Gouvernement norvégien juge peu satisfaisante la définition du plateau continental et a souligné que le projet d'articles fait une distinction entre les ressources du plateau continental et celles de la mer (A/2456, annexe II, sect. 11). Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est douteux qu'une telle distinction soit généralement acceptable. Le Gouvernement norvégien a formulé une autre observation sur laquelle le représentant de l'Equateur est entièrement d'accord : il a déclaré que le projet d'articles, au lieu d'énoncer de nouveau ou de préciser des règles existantes du droit international, établit de nouvelles règles. Le droit international ne se distille pas en laboratoire ; il doit se développer progressivement, parallèlement à l'évolution des relations humaines. A l'origine, le concept du plateau continental comprenait toutes les

ressources de la mer, et non pas seulement les ressources minérales, comme l'envisage maintenant la Commission du droit international. C'est depuis quelques années seulement, depuis la déclaration faite le 28 septembre 1945 par le président Truman, que l'on se préoccupe exclusivement des ressources minérales; on le fait parce qu'il est devenu possible d'exploiter des gisements de pétrole sous-marins.

18. Même si l'on donne aux ressources du plateau continental cette acception étroite, il est douteux que l'accord soit général. L'article 6 du projet d'articles dispose que l'exploitation de ces ressources ne doit pas avoir pour conséquence de gêner de façon appréciable la navigation ou la pêche. Dans ses observations, le Gouvernement français a demandé à juste titre qui aurait — et à quel moment — le pouvoir d'apprécier si les dispositions prises par l'Etat riverain sont ou ne sont pas de nature à gêner la navigation ou la pêche (A/2456, annexe II, sect. 8).

19. En fait, le sujet offre une foule de possibilités de désaccord. C'est ainsi, par exemple, que les Etats-Unis d'Amérique appliquent, en ce qui concerne le régime de la mer, trois concepts différents: le plateau continental peut s'étendre à n'importe quelle distance pourvu que la profondeur des eaux surjacentes ne dépasse pas 200 mètres, la zone de défense — aux termes du Traité interaméricain d'assistance mutuelle, signé à Rio-de-Janeiro le 2 septembre 1947 — s'étend à 300 milles environ, et les eaux territoriales, enfin, à 3 milles. D'autres Etats n'admettent pas nécessairement ces mêmes concepts, si bien que les différends paraissent inévitables. Même si l'on considère que le système appliqué par les Etats-Unis est pratique, on ne peut guère dire qu'il soit logique. Comme les divers systèmes appliqués diffèrent les uns des autres et que les problèmes sont étroitement liés, il est de toute évidence impossible d'en résoudre un indépendamment des autres.

20. En ce qui concerne l'article premier du projet d'articles, il est difficile de soutenir qu'il n'y a pas de désaccord fondamental au sujet de l'exploration et de l'exploitation des ressources du plateau continental, puisque l'on ne sait même pas exactement où le plateau continental commence. Comme le Gouvernement islandais l'a dit dans ses observations (A/2456, annexe II, sect. 9), la Commission du droit international a défini le plateau continental par rapport aux eaux territoriales, mais elle n'a pas précisé quelle était la largeur de ces eaux. De son côté, le Gouvernement norvégien a critiqué l'expression "contiguës aux côtes" (A/2456, annexe II, sect. 11). Etant donné qu'il existe des divergences de vues sur la définition du plateau continental, l'exploration et l'exploitation de ses ressources donneront forcément lieu à des contestations et à des désaccords.

21. C'est pourquoi, tout en reconnaissant que les auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.339) sont animés d'intentions louables et tout en admettant avec eux que la solution du problème ne doit pas être indéfiniment remise, la délégation de l'Equateur estime qu'il serait à la fois illogique en principe et difficile en fait de revenir, sans raison sérieuse, sur la résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale. Toutefois, pour rassurer les délégations qui craignent que la solution ne soit inutilement retardée, elle est disposée à accepter un compromis: l'Assemblée générale pourrait, tout en maintenant sa résolution 798 (VIII), prier la Commission du droit international de terminer ses travaux sur

l'ensemble du sujet en 1956, afin qu'il soit possible d'inscrire à l'ordre du jour de la onzième session de l'Assemblée générale la question du plateau continental et les questions connexes.

22. En attendant un règlement d'ensemble du problème, les Etats pourraient toujours régler leurs différends par voie d'accords bilatéraux. L'Equateur est partisan de méthodes pacifiques de ce genre, mais il ne s'inclinera jamais devant l'avidité d'intérêts particuliers.

23. M. STABEL (Norvège) déclare que son pays, sans être directement intéressé à la question, est pleinement conscient de son importance, et pense que l'Organisation des Nations Unies devrait aussitôt que possible établir un régime international pour faciliter l'exploitation des ressources naturelles du lit de la mer et prévenir toute possibilité de friction internationale à ce propos. Sans doute, la solution du problème ne doit-elle pas nécessairement être liée à celle des problèmes connexes. Il est certain cependant, comme l'a dit le représentant de l'Islande, que la question est étroitement liée à celles de la mer territoriale et du régime de la haute mer et ne peut être réglée indépendamment de ces dernières. Ainsi que le représentant de l'Equateur l'a fait remarquer — et la Commission du droit international semble partager cet avis — le projet d'articles relatifs au plateau continental constitue une législation nouvelle plutôt qu'une codification du droit international existant. C'est pourquoi, outre le fait que le nouveau régime proposé par la Commission du droit international empiète sur la liberté des mers telle qu'elle est actuellement reconnue, la Norvège estime qu'une extrême prudence s'impose.

24. M. Stabel, sans prendre position sur cette question capitale, souligne que toute décision dans ce domaine requiert la coopération active de nombreux Etats. Il est peu probable que des Etats qui n'ont rien à gagner, et qui ont peut-être quelque chose à perdre, au nouveau régime proposé soient prêts à coopérer activement à sa mise en œuvre sans savoir comment seront réglées les autres questions qui sont étroitement liées à celle-ci, et qui les intéressent plus directement.

25. Pour toutes les raisons qui précèdent, la délégation de la Norvège n'envisage pas de modifier la position qu'elle a prise à la huitième session lorsqu'elle a voté en faveur du texte qui est devenu la résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale.

26. M. PETREN (Suède) déclare que, malgré les explications données à la séance précédente par les auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.339), sa délégation ne peut modifier la position qu'elle a adoptée à la huitième session de l'Assemblée générale. Elle approuve la plupart des arguments des représentants de l'Islande, de la Norvège et de l'Equateur.

27. Au cours des dernières années, plusieurs Etats ont revendiqué certains droits sur le plateau continental qui équivalent à une revision du droit international existant. D'autres Etats ont, par voie de déclaration, étendu les limites de leur mer territoriale au-delà de celles qui sont reconnues par le droit international existant. Un certain nombre de gouvernements, dont le Gouvernement suédois, ont protesté contre ces déclarations. Il est donc évident que les divers Etats sont en désaccord sur les limites de leurs eaux territoriales. De plus, la question des eaux territoriales est étroitement liée à celle du plateau continental, car plus un Etat étend ses eaux territoriales, moins il lui est néces-

saire de défendre ses droits sur le plateau continental, et vice versa.

28. M. Petren estime donc que ces deux questions devraient être examinées ensemble, en même temps que le rapport que la Commission du droit international doit présenter à l'Assemblée générale au sujet des eaux territoriales. Les différends signalés au cours du débat sont liés à la question des eaux territoriales et à celle des droits de pêche plutôt qu'à celle du plateau continental, et ils ne peuvent donc être réglés par une décision portant exclusivement sur ce dernier point.

29. Pour ces raisons, la délégation de la Suède votera contre le projet de résolution commun (A/C.6/L.339).

30. M. TARAZI (Syrie) ne peut appuyer le projet de résolution commun (A/C.6/L.339), pour les raisons que d'autres représentants ont déjà exposées. Sa délégation préférerait que la Commission décide de renvoyer la question à une session ultérieure et de l'examiner en même temps que les problèmes connexes.

La séance est levée à 16 h. 35.